

« Tous les soirs, je rends ma carte du Parti ; tous les matins je la reprends ». Louis Aragon

1 €

Septembre  
Octobre 2011- N°34

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Numéro spécial  
90<sup>e</sup> anniversaire  
du Parti  
Communiste



Premier congrès du PC, 1921-1951, fresque réalisée à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire du Parti par le groupe de peintres communistes FORCES MURALES [Louis Deltour, Edmond Dubrunfaut et Roger Somville], (Coll. IHOES, Seraing). Avec nos chaleureux remerciements à l'Institut d'Histoire Ouvrière Économique et Sociale (IHOES)

**Louis Van Geyt**  
Le parcours contrasté du  
communisme en Belgique

**Claude Renard**  
Il y a 90 ans naissait  
le Parti Communiste de  
Belgique

**Jean-Marie Chauvier**  
Dix idées reçues  
sur la fin de l'URSS

**Thierry Pignolet**  
Ollanta Humala  
et ses deux maîtres

## Danger !

Il est né le divin accord ! Au lendemain du compromis sur BHV, tous les partis ont chanté Alléluia. Et maintenant ? Tout reste à faire : loi de financement, autonomie fiscale et transferts de compétences aux entités fédérées. Et le budget. En clair, « on » va s'attaquer à des dossiers à haut risque... pour la population.

Le contexte ? En vrac, les exigences drastiques des instances européennes pour une cure d'austérité ; la pression des libéraux qui, outre qu'ils entendent bien trouver des marocains à tous les niveaux de pouvoir pour prix de leur « compréhension » sur BHV, veulent « faire du libéralisme » ; la note Di Rupo qui promet rigueur et austérité ; la pression des marchés financiers et des agences de notation sur les logiciels des négociateurs ; l'appel du duo Merkel-Sarkozy a inscrire comme une obligation légale la soi-

disant « règle d'or » qui priverait définitivement les États de toute autonomie en matière budgétaire et les électeurs de toute capacité de choisir une ligne économique alternative à celle qui conduit l'Europe vers le gouffre. Ajoutons que tous ont d'ores et déjà accepté l'obligation de revenir dans les clous du Pacte de stabilité. Soit à économiser plus de 20 milliards d'ici 2014.

Les grands financiers privés, ceux par qui la crise du capitalisme a atteint une gravité inégalée, ceux-là qui ont été renfloués à grands renforts de fonds publics – notre argent, quoi ! –, ces tricheurs peuvent rigoler. Et les spéculateurs spéculer. *Business as usual*.

La Commission européenne exige de la Belgique qu'elle « maîtrise » les dépenses publiques – déjà la vente de Belgacom est programmée – et revoie les systèmes des pensions et d'indexa-

tion des salaires. Idiot ? Assurément. Une sorte de démonstration par l'absurde, a été faite par le très libéral *Financial Times*, Si notre pays a mieux résisté que d'autres à la tourmente, c'est parce que l'indexation a contribué à la croissance belge, en maintenant le pouvoir d'achat. Ce qui n'empêche pas que plus d'un million et demi de Belges vivent dans la pauvreté.

Nos dirigeants, au lieu de mettre en place des outils publics forts et les régulations promises, donnent le pouvoir économique aux pyromanes responsables de la crise. Les syndicats ont prévenu : « la marmite sociale pourrait bien exploser. » L'hiver sera chaud.

**Maurice MAGIS**

# Paul Lootens, Secrétaire général et Alain Clauwaert, Président de la Centrale Générale FGTB

**Le Drapeau Rouge.**- Une série d'indices, notamment politiques, semblent montrer une sorte de processus de désintégration institutionnelle de la Belgique. Dans ce contexte, il est assez intéressant de constater que la mouvance syndicale reste (encore ?) sous un dénominateur fédéral. Comment expliquez-vous cette singularité ? Et quel avenir voyez-vous au mouvement syndical dans le contexte de la crise institutionnelle de la Belgique ?

**PL :** Soyons clair, ce n'est pas la réforme de nos institutions qui pose problème. Ce qui pose problème, c'est la politique néolibérale pure et dure qui se cache derrière les discours séparatistes. On en arrive à des plans de scission du pays dont l'objectif est de tirer les salaires vers le bas, de mettre un terme aux allocations sociales, de réduire les services publics. Actuellement, nous sommes tous protégés par les mêmes lois sur les salaires et les conditions de travail. En d'autres mots, l'ouvrier wallon qui travaille à Halle, sur la frontière linguistique, le Flamand qui fait la navette chaque jour pour se rendre à Bruxelles ou le Bruxellois qui a un job à Nivelles, ont des conditions salariales fixées pour tout le pays et ils se construisent les mêmes droits pour leur pension et les mêmes règles de sécurité leurs sont applicables.

**AC :** Tout cela n'est pas tombé du ciel, c'est le résultat de luttes sociales. Aussi bien en Wallonie, en Flandre qu'à Bruxelles. Pour notre syndicat, cette solidarité est intouchable. Nous la défendons tous ensemble. De manière solidaire. Nous n'avons rien contre une réforme de l'État qui distribue de manière plus juste et efficace les compétences du gouvernement fédéral, des régions et des communes. Nous devons d'ailleurs, au sein de la FGTB, nous préparer sérieusement à cette réalité. En même temps – en tant que syndicat – nous devons redynamiser un mouvement populaire contre le nationalisme.



**Le DR.**- La gestion de l'économie européenne et mondiale ne fait que démontrer combien nos classes politiques sont soumises aux intérêts et diktats de la grande finance. Lorsque nos gouvernements avancent des liquidités aux banques ils le font sans aucune contrepartie sérieuse (les paradis fiscaux, bonus, opacité de gestion restent intouchables). Lorsqu'ils avancent des prêts aux États leurs conditions sont léonines (privatisations, diminution de salaires, durcissement des régimes de retraites).

Que vous inspire, en tant que syndicalistes, ce scénario ?

**AC :** Le pays perd du temps et de l'argent au profit des charognards des marchés financiers. Il y a deux ans de cela, tous les dirigeants des États hurlaient que les banques, les bourses et les agences de notation devaient être placées sous strict contrôle. Mais rien n'a changé, aujourd'hui encore, ils peuvent toujours gagner des sommes folles en pariant sur l'état des finances des pays en difficulté.

**PL :** La fine fleur des patrons belges a écrit dans une lettre ouverte qu'un gros effort budgétaire est nécessaire pour restaurer la confiance des investisseurs. Car la méfiance des marchés financiers est alarmante. Mais ces « marchés financiers », ce sont eux-mêmes ! Les holdings et les banques qu'ils administrent et les actionnaires au service desquels ils sont, parient sur les prêts des États. Ils créent eux-mêmes la méfiance spéculative pour ensuite estimer que le gouvernement doit y mettre un terme. C'est quand même pratique, vous poussez un pays dans un coin et ensuite vous dites qu'il doit serrer la ceinture.

**Le DR.-** Que fait, et que peut faire la FGTB-ABVV pour donner au mouvement syndical européen un profil plus combatif face aux agressions que continue à subir le monde du travail ? A t-il des perspectives de mobiliser des travailleurs autrement que par « les promenades » qu'organise actuellement la C.E.S. ? Quelles pourraient être les revendications communes minimales à mettre en avant dans le cadre d'un scénario européen de résistance syndicale ?

**AC :** Les dirigeants européens misent sur la compétitivité et n'ont qu'une seule solution à proposer pour y arriver : réduire le coût du travail. Ce qui signifie modérer les salaires, accroître la flexibilité, éliminer progressivement la protection sociale et travailler plus longtemps. Et fini l'indexation automatique. Le message des manifestations syndicales du 24 mars à Bruxelles, du 9 avril à Budapest et du 17 septembre en Pologne était clair : cessons de détruire par des politiques d'austérité et construisons plutôt, à l'aide d'investissements dans de nouvelles activités économiques. Et préservons notre sécurité sociale.

**PL :** À l'intérieur de la CES, la FGTB défend bec et ongles notre tradition de syndicalisme de revendication et de combat.

Nous le faisons aussi dans les fédérations européennes sectorielles. Nous y avons même introduit l'idée d'une action de grève au niveau européen. Mais le débat est difficile, actuellement nous mettons beaucoup d'énergie dans la coordination des négociations collectives entre les différents pays dans les mêmes secteurs. Tout comme nous faisons des efforts pour créer des réseaux d'échange entre délégués dans les comités d'entreprise européens. Objectif concret : assurer des augmentations salariales au moins équivalentes à la hauteur de l'inflation et de l'augmentation de la productivité.

## **« Nous appelons nos militants à être politiquement actifs »**

**Le DR.-** La revendication de la FGTB de « réduction collective du temps de travail en quatre jours sans perte de salaire et avec embauche compensatoire » est finalement restée très confidentielle. Est-elle toujours considérée comme un point important des revendications et du combat de la FGTB-ABVV ? et comment faire pour la mettre en œuvre ?

**AC :** Cette revendication ; vous la trouverez toujours dans nos résolutions de congrès. Nous restons fondamentalement convaincus qu'il faudra mieux répartir le travail sur un plus grand nombre de gens. Ceci dit, la réalité des négociations de l'Accord interprofessionnel et des Conventions collectives dans les secteurs et entreprises fait qu'on est confronté à un carcan salarial (max 0,3% en 2011-2012), voulu par les patrons et imposé par le gouvernement. L'attention des travailleurs va prioritairement au pouvoir d'achat et pas (encore) à une

réforme aussi fondamentale du marché du travail que la RTT.

**Le DR.-** Certaines instances de la FGTB-ABVV participent à la création d'une « banque propre ». Comment envisager cette question dans le cadre d'une participation plus large des forces syndicales ?

**PL et AC :** C'est effectivement une initiative et une piste fort intéressante. Plutôt que de laisser faire les banquiers et les spéculateurs : créons nous même notre institution financière ou notre banque. Actuellement une étude de faisabilité est en cours. Notre Centrale Générale de la FGTB, et d'autres syndicats sont très intéressés de savoir si c'est possible et faisable. Restera à voir comment mobiliser les forces (et aussi les fonds) nécessaires.

**Le DR.-** Quelle est votre approche sur l'importante question de la démocratie syndicale ? Quid de l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques et, plus particulièrement du PS-SPA ?

**PL et AC :** Discuter avec les travailleurs dans les usines et entreprises, informer l'ensemble de nos affiliés, organiser des assemblées d'information et décider sur cette base dans nos instances, voilà notre philosophie pour la démocratie syndicale. À la FGTB chacun a le droit à la parole. Mais c'est la majorité qui décide ! Aucun parti politique n'a à nous dicter notre conduite. Mais nous appelons nos militants à être politiquement actifs, avec leurs convictions de syndicalistes de gauche. Selon leurs convictions ils peuvent le faire dans les partis socialistes (PS, Spa) ; écologistes (Écolo, Groen) ; ou au sein de la gauche radicale ou d'autres mouvements sociaux ou politiques.

**Visitez le site**  
**[www.particommuniste.be](http://www.particommuniste.be)**

# Des Sans Papiers, des Sans Domicile Fixe, des Sans Pays, des Sans Rien...

La Belgique ne peut pas accueillir toutes les misères du monde : combien de fois n'a-t-on pas entendu ces paroles dans la bouche des politiciens, des responsables des partis et des institutions sociales et dans celle de citoyens qui croient que la crise actuelle ne vient pas du capitalisme régnant, mais de « tous ces étrangers ». Il y a, en tout cas, une misère dont la cause est bien claire : celle des gens qui ont fui les guerres dans lesquelles la Belgique a une écrasante responsabilité militaire, politique, financière : la guerre en Afghanistan, au Pakistan, en Libye. Cet été, des centaines de demandeurs d'asile politique afghans et pakistanais en particulier, se sont retrouvés dans la rue, ils n'avaient plus de papiers, ni de domicile, ils n'avaient plus rien.. Tous leurs droits leur ont été

refusés. Car... la Belgique n'est PAS en guerre en Afghanistan, elle participe à une intervention « humanitaire ».

Les déboutés du droit d'asile ont erré dans les rues. 80 d'entre eux ont trouvé un refuge... chez les Indignés qui avaient planté leurs tentes dans deux quartiers de Bruxelles. Ils ont ensuite occupé un grand bâtiment désaffecté et fait une longue grève de la faim. Les voisins, assez remontés contre eux au début, ont compris les raisons de leur présence et de leur grève de la faim et ont éprouvé un grand respect pour eux et les ont même aidés et protégés. Il a quand même fallu 45 jours de grève de la faim, pour que les « autorités » accordent aux Afghans une prolongation de 6 à 12 mois du permis de séjour en Belgique et un permis de travail.

Le sursis étant à peine obtenu pour les Afghans, c'est une soixantaine de Roms (venus de Tchèque et de Slovaquie) qui ont été jetés devant le bâtiment toujours occupé par plusieurs Afghans qui n'avaient pas encore trouvé de nouveau domicile. Jetés : c'est le mot exact. Deux autobus précédés d'une camionnette de police ont déversé hommes, femmes, enfants qui avaient été chassés des lieux qu'ils occupaient dans une autre commune. Et maintenant ? Une misère en a remplacé une autre. Les pauvres gens qui fuient les guerres concoctées par nos « démocrates » sont suivis par d'autres encore plus pauvres qui subissent les effets de leurs « démocraties » instaurées dans les anciens pays socialistes d'Europe.

*Claudine PÔLET*

## 'SOLDES' SYNDICALES EN BELGIQUE !

La Belgique semble vouloir se distinguer par pratique d'autoriser l'élimination des délégués syndicaux, pourtant élus par leur base. ce qui se passe dans les entreprises aujourd'hui ; nous l'avons vu chez Auto 5 où le délégué actif est licencié sur le champ ; idem chez Van Heck Interpièces, ainsi que chez BRC avec le licenciement immédiat de deux délégués syndicaux...

Les délégués syndicaux, dernier bastion contre la voracité patronale, ont toujours été malmenés. C'est une fonction peu reconnue, et considérée comme gênante. Aujourd'hui, il arrive que cette place ne soit plus choisie que par les travailleurs souhaitant se 'pré-retraiter'. Pour faire dans la caricature, les responsables de ces pratiques ont poussé le vice jusqu'à diminuer les frais concernant le coût du licenciement des délégués. Contrairement aux actions boursières, le dédommagement de l' élu syndical diminuera avec le temps puisque la période dite « des soldes » de ces gêneurs débute quasiment un an avant les élections sociales. Période durant



laquelle les patrons sont autorisés à licencier à moindre coût ces empêchements de tourner en rond.

Ceci étant dit, ces comportements venant des patrons ne nous surprennent pas. Par contre, ce qui est plus étonnant et tend à se banaliser, c'est le comportement de certains apparatchiks syndicaux plus intéressés à se hisser à des positions de pouvoir et qui n'hésitent pas à faire les sourds pour se garantir une place de oubliant leurs obligations de solidarité avec leurs collègues victimes. À ce propos ce qui est arrivé très récemment chez Audi Brussels où Karine Peene, une déléguée Setca/Bbtk se voit complètement abandonnée par son propre organe syndical, est particulièrement édifiant. Les patrons, qui l'ont licenciée ce 1<sup>er</sup> septembre 2011, ont fondé leur décision sur... l'attitude du propre syndicat de la victime, comme le montre le communiqué ci-après :

« Madame Peene, nous citons les patrons, ayant perdu la confiance de la part de la

BBTK/SETCA, la direction de AUDI BRUSSELS n'a plus de confiance en Madame Peene non plus. Nous avons licencié Madame Peene aujourd'hui. Dès maintenant, Madame Peene ne fait plus partie du personnel de AUDI BRUSSELS ».

En effet, Karine Peene déléguée au-dessus de tout soupçon, était un vrai cauchemar pour la direction d'Audi, elle refusait catégoriquement la *Mitbestimmung* allemande (« participation », « cogestion ») qui fait hélas des ravages de l'autre côté du Rhin et qui profite de façon éhontée à l'actionnariat...

C'est par le biais de sa propre direction des ressources humaines que Karin Peene a appris sa désaffiliation du Setca/Bbtk, qui a nié à sa déléguée toute aide de la structure juridique syndicale. Ainsi nous constatons que les pratiques anti-syndicales ont la vie dure... Heureusement qu'il reste encore des syndicalistes de combat, qui sauront se faire entendre avec force en solidarité avec cette nouvelle victime des « soldes » de la rentrée...

*Emil VERSCHUEREN,*  
délégué syndical

# La scission de BHV et la nouvelle « lutte des classes » selon Elio di Rupo

Il y a environ trois mois (fin juin 2011) une discussion avec un collaborateur d'Elio di Rupo m'avait littéralement sidéré. Il déclarait ainsi : « *désormais les bourgeois n'avaient qu'à bien se tenir* » et ajoutait « *On allait voir ce qu'on allait voir* ». Diantre, le PS avait-il renoué avec la lutte des classes ? Dans une volte-face sans précédent, le PS allait-il diriger un véritable assaut « prolétarien » contre la « Geert-Bourgeoisie » ? La note austère de di Rupo, vivement dénoncée par la FGTB, allait-elle être revue et corrigée ? Allait-on voir un PS en pleine offensive contre une bourgeoisie financière de plus en plus arrogante (et xénophobe) en refusant toute politique d'austérité ? Vivement intrigué, j'essayais d'en savoir plus.

En fait les bourgeois ciblés par le PS étaient essentiellement les bourgeois francophones de Hal-Vilvorde. Avec Van Hoobroek d'Aspre de Wezembeek on croyait même entendre Flahaut entamer le chant révolutionnaire « *les aristocrates à la Lanterne* ». Afin de mener son offensive « anti-bourgeoise », le PS proposait ainsi une alliance avec le parti prolétarien CDV dirigé par des marxistes célèbres comme Yves Leterme, Chris Peeters, Wouter Beeke, Stephan Declerq. Avec le courage inouï qui le caractérise, Elio di Rupo n'hésitait pas à reprendre quasi 95% du programme social et communautaire de ce redoutable parti prolétarien flamand.

Le seul problème qui subsistait pour Elio venait du camarade Charles Michel. Celui-ci allait-il accepter pour BHV 95% du programme CDV ? Tout semble indiquer que le Grand Charles a hésité à prendre parti pour la bourgeoisie de Linkebeek,... pendant deux jours. Mais avec le départ du prolo Yves Le terme et le retour du « camarade Albert II », di Rupo a mis le camarade Michel devant ses responsabilités : « *Charles tu as le choix ou bien tu affrontes le Roi (et Moi) ou bien Olivier Maingain* ».

Eh bien le croirez-vous, mais dans un élan héroïque quasi-absolu, Le Grand Charles a choisi d'affronter... Olivier Maingain. Un tel courage politique, c'est du jamais vu dans l'histoire de la Belgique ! Dans un

siècle (le temps de validité de la frontière de la Flandre) on en reparlera encore. Bravo camarade Michel, l'unité contre le bourgeois de Woluwe-Saint-Lambert est totale. Et d'ailleurs n'avait-il pas osé critiquer des rapprochements MR/NVA ? Non seulement Milquet, Javeau : Tout l'Olivier contre Olivier. Même le célèbre gauchiste « Monseigneur Léonard » se rallie à la coalition prolétarienne conduite par Di Rupo. Le futur cardinal plaidait depuis longtemps pour une scission pure et simple de BHV parce qu'il fallait « *comprendre le monde germanique opprimé depuis toujours par les francophones* » (sic). Comme Stephan De Clerq, il oublie la seconde guerre mondiale. Mais qu'à cela ne tienne, que ne ferait-on pas pour assurer l'unité du Bien contre le Mal (Oliver Maingain) ? Dans l'opposition aussi, la Geert-Bourgeoisie retrouve ses racines prolétariennes. Comme le camarade Monseigneur Léonard, Bart de Wever souligne les mérites de l'accord di-rupiste (avec quelques défauts) qui répare des siècles et siècles d'oppression de la Flandre populaire par la bourgeoisie intellectuelle francophone.

**Mais trêve de plaisanterie. De qui se moque-t-on ?** On se moque du monde parce qu'il est clair que la bourgeoisie dominante n'est plus francophone depuis longtemps. La GeertBougeoisie s'est enrichie largement sur le dos de l'État Fédéral et de... Bruxelles. Par ailleurs cette scission pure et simple (politique et judiciaire) va compliquer la vie de beaucoup de familles modestes bruxelloises qui sont installées en périphérie. Surtout d'ailleurs dans les communes sans facilités. Une barrière linguistique ne fera d'ailleurs que s'ajouter à la barrière sociale. Tiens Elio n'avait-il pas promis que personne n'allait perdre ses droits ?

Je voudrais ajouter une petite note sentimentale et personnelle. En tant que BHVien, je me sens littéralement « coupé en deux » par cette scission brutale. Cette entité du Payotenland brillait par sa diversité linguistique mais aussi par son unité culturelle à travers notamment de la Gueuze et de la Kriek. La gueuze vient de Beersel, les cerises ... de Schaerbeek. Le

Meyboom symbolisait la victoire taver-nienne des BHViens (bruxelles, ninoviens, hallois, vilvordiens) contre les louvanistes... C'est un peu le « Meyboom à l'envers » qu'on observe aujourd'hui puisque tout l'environnement urbain de Bruxelles se retrouve de fait rattaché à Leuven. Pour le bonheur des Tobbacq. Tiens et Thielemans, l'homme du Meyboom, qu'en pense-t-il ?

Partout on salue le héros Elio comme le sauveur de la Belgique. Il a surtout sauvé (provisoirement ?) le CDV. L'Eliocentrisme a-t-il pour autant éloigné le spectre du nationalisme flamand le plus extrémiste ? Je n'ai entendu qu'une seule voix dissidente à ce sujet, c'est celle de Guy Spitaels qui trouve que l'Eliocentrisme *achète bien trop cher un armistice de 18 mois*. Car c'est là le fond du problème : Une voix dominante en provenance de Flandre répète aux francophones depuis Yves Leterme : « *ou bien vous cédez tout, ou bien on vote extrême-droite* ». En fait ce qui est terrible c'est que ce chantage a fonctionné. Et que la Flandre va quand même voter à l'extrême-droite.

Et le plus tragique c'est que le même chantage semble fonctionner dans les négociations socio-économiques de la note di Rupo : *Pour contrer l'austérité de la NVA, soyons encore plus austères !* Ben voyons ! Comme c'est subtil ! Tout le monde souligne que la note d'Elio est au départ très adroite. Elle est surtout dès le départ très... à droite. On voit mal quelle force politique présente autour de la table va la réorienter... à gauche. Tout indique au contraire que 95% du programme économie-VLD va passer. Avec 95% économie-VLD et 95% communautaire-CDV, calculez le pourcentage du programme NVA...

Réponse, comme dit Spitaels, dans 18 mois.

**Yves PIERSEAU**

le 18 septembre 2011

# Les guerres modernes : droit de protéger, mais quoi et qui ?

Comme le disait Chomsky à propos de l'Irak, si le pays était producteur de patates et non de pétrole l'intérêt d'intervenir pour l'élargissement de la démocratie eut été moindre pour les puissances occidentales.

La même conclusion s'impose d'évidence lorsqu'il s'agit de la Libye et ses réserves pétrolières et de gaz ou de la Côte d'Ivoire et le cacao ou les récentes découvertes de gisements de pétrole dans le golfe de Guinée voisin.



Pourtant ce qui me semble plus grave ce n'est pas tellement la voracité de l'appétit néo-colonial qui est vieux de quelques siècles ; c'est l'innovation radicale de la méthode qui est en train de se mettre en place, grâce à l'aide – ou au silence – de juristes distingués. Finie donc la vieille et simple méthode de la canonnière ; exit également la gestion mi-autoritaire mi-paternaliste qui subsistait encore récemment. Pierre Beylou<sup>1</sup> raconte dans le magazine *Le Point* que lors de l'opération Barracuda à Bangui (Centrafrique), en 1979, qui aboutit à l'éviction de l'empereur Bokassa, son remplaçant David Dacko, en exil en France, voyageait dans l'un des avions qui transportaient les parachutistes...

Aujourd'hui, les seigneurs de la colonisation et de la guerre ont des procédures bien plus convenables et même élégantes ; il nous ont fabriqué la doctrine dite de la « Responsabilité de protéger ». Il s'agit là de la mise en place d'un droit d'ingérence de la dite « communauté internationale » dans les affaires d'un État pour des raisons exclusivement humanitaires afin de protéger la population de cet État des crimes de guerre, génocides ou risques de génocide. Des gens, dont certains juristes, bien intentionnés ont imaginé, en réaction notamment au génocide du Rwanda, qu'il fallait des mécanismes de défense des populations victimes d'atrocités. Pour ce faire, ils ont pensé qu'il fallait trouver une formule intégrant les notions de droit d'ingérence « humanitaire » dans le droit international ce qui impliquait évidemment d'affaiblir le concept de souveraineté. Sauf que derrière

cette initiative agissait une équipe de juristes très marqués politiquement par des positions conservatrices et derrière eux le secrétaire général des Nations Unies d'alors, Kofi Annan.

Quelques années plus tard, nous sommes témoins de l'instrumentalisation de cette doctrine et son application la plus perverse. Ainsi, Nicolas Sarkozy brandissait le prétexte de la protection des civils ivoiriens menacés selon lui par les armes

lourdes de l'armée du Président Gbagbo pour mettre ce dernier à la porte et installer à sa place son ami Ouattara. Ce dernier, par l'intermédiaire de son fils qui en est le directeur commercial, a des liens très étroits avec la société multinationale Arma-jaro Inc. dont le domaine d'activité est la commercialisation internationale de cacao. Plus embêtant encore, le président Gbagbo s'apprêtait à supprimer le statut monopoliste de cette multinationale ce qui n'était pas de nature à faire plaisir aux amis politiques d'Armajaro. Raison plus qu'urgente donc de faire intervenir la doctrine « humanitariste » en question et mettre ainsi fin aux impertinences socialisantes du président ivoirien. Pour ce faire, Ban Ki-moon, l'actuel secrétaire général des Nations Unies, facilite le soutien des troupes de l'ONU sur place aux forces rebelles de Ouattara, et autorise l'aviation française à bombardier l'artillerie lourde présente à Abidjan. Il met ainsi en oeuvre la doctrine de la « Responsabilité de protéger » avec la particularité que l'aviation bombarde exclusivement l'artillerie de Gbagbo sans toucher, une seule fois, celle de Ouattara. Le travail est donc ainsi bien accompli puisque ladite multinationale est aujourd'hui au pouvoir à Abidjan avec son représentant de commerce comme Président de la République. Ce qui nous incite à nous demander qui furent exactement les bénéficiaires de cette « responsabilité de protéger » : La population civile ivoirienne ou la multinationale de cacao et ses représentants politiques ?

Même discours, mêmes objectifs en Libye. Loin de nous une quelconque adhésion au tyran autocrate libyen. Mais outre un exer-

cice médiatique peu décent cherchant à ne présenter le régime libyen que sous ses aspects le plus sombres, nous nous trouvons maintenant face à un véritable projet de mode d'emploi de la vie internationale avec l'OTAN comme ordonnateur suprême. Il est édifiant de mentionner les récentes déclarations de Sarkozy concernant cette fois la Syrie :

« Aucune situation ne ressemble à l'autre. Il ne s'agit pas naturellement de faire des interventions militaires à chaque fois mais ce régime est condamné parce qu'aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, chacun doit compter sur la passivité internationale », a-t-il dit. « Il y a maintenant des précédents, la Côte d'Ivoire et la Libye »<sup>2</sup>.

Commentant cette évolution dans son contexte historique et opérationnel, Pierre Rousselin, le directeur adjoint du Figaro, jugeait que cette opération, « pourrait devenir la norme d'une organisation politique et militaire qui se cherche une raison d'être depuis la fin de la guerre froide ».<sup>3</sup>

De son côté le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen fait preuve d'un certain optimisme quant à l'avenir atlantiste de l'Europe lorsqu'il déclare au journal français *Le Figaro* qu'après des décennies que les États-Unis demandent aux Européens de mieux partager le fardeau de la défense occidentale les récentes opérations montrent une évolution significative. « La campagne contre Kadhafi a montré qu'un leadership européen est possible au sein de l'Alliance » a-t-il dit, « Avec le repli stratégique américain, les Européens vont devoir revoir leurs programmations militaires en période de réductions budgétaires ». Pour conclure de manière prospective et sans devoir appeler au secours la doctrine de Responsabilité de Protéger : « La Libye sera un modèle pour de futures opérations de l'Otan. »<sup>4</sup>

Vladimir CALLER

1 Le Point.fr - 07/04/2011

2 Associated Press, 24/08/2011

3 Le Figaro 07/09/2011

4 Le Figaro 04/09/2011

# Dix idées reçues sur la fin de l'URSS

**Vingt ans après la disparition de l'Union soviétique la discussion reste ouverte. Et doit le rester en particulier dans des milieux politiques qui, comme le nôtre, furent si marqués dans son histoire par la naissance, et la disparition, de l'URSS. Jean-Marie Chauvier nous aide à relancer le débat avec ces premières interrogations.**

*Les vingt ans de la « chute de l'URSS » ont été « célébrés » comme la victoire de la « transition démocratique ». Sans questionner ici le pourquoi et le comment de l'implosion du système soviétique, ni même le bilan de ces deux décennies, il convient, d'emblée, de faire un sort à quelques idées reçues.*

## 1. La victoire de Boris Eltsine sur le putsch « communiste conservateur » en août 1991 a ouvert la voie à la démocratie.

C'est la version de la vulgate libérale occidentale. Ce n'était pas un « coup d'état » vu qu'il émanait du pouvoir, soucieux de maintenir l'ordre établi. C'était un groupe de dirigeants – le vice-président Ianaïev, le premier ministre Pavlov, les ministres de la défense Iazov, et de l'intérieur Pougov, le chef du KGB Kriouchtkov. Des « communistes conservateurs » ? Leurs déclarations (que j'ai relu avec le recul de vingt ans) ne parlent pas du tout de communisme mais de l'État. Elles décrivent la situation catastrophique du pays, la paupérisation, le chaos et les débuts de guerres civiles. Les putschistes optent pour « le Marché » mais sous régulation d'État – cela va à l'encontre du projet ultralibéral des démocrates eltsiniens qui prenaient conseil auprès de Milton Friedman et des « réformateurs » du Chili de Pinochet où les spécialistes russes suivaient déjà des formations. L'objectif des putschistes était, surtout, d'empêcher la signature du nouveau Traité de l'Union, prévu par Gorbatchev le 20 août. Ils cherchaient à obtenir sur ce point l'accord de Gorbatchev... ou de Eltsine, qui

était comme eux hostile à ce Traité mais pour d'autres raisons. Les putschistes étaient curieusement hésitants, on se rappelle leur teint blême et les mains tremblotantes de leur « meneur » Ianaïev à la conférence de presse du 19. Après plusieurs journées d'une grande confusion, ils ont renoncé à l'action et libéré le président Gorbatchev, placé en résidence surveillée à Foros en Crimée depuis le 18. Le résultat fut d'ouvrir une large voie aux « démocrates » eltsiniens et aux séparatismes ailleurs. Il ne restait plus qu'à liquider l'URSS, ce qui était l'objectif d'Eltsine. Il en fit signer l'acte de décès le 8 décembre<sup>1</sup>. Gorbatchev en fut informé après le président US George Bush (senior). Il démissionna le 25 décembre et fut aussitôt chassé de son bureau au Kremlin.

## 2. Les peuples de l'URSS en souhaitaient la fin.

Au printemps 1991, sept républiques avaient fait sécession – pays baltes, sud-caucasiens et Moldavie. Ils représentaient moins de 10% des Soviétiques. Les autres, consultés par référendum le 17 mars, se sont prononcés à 76% pour le maintien de l'Union « rénovée », soit transformée en fédération de pays souverains. Les « indépendances » se sont imposées après l'échec du putsch d'août et la prise de pouvoir consécutive d'une équipe dirigeante russe (Eltsine-Gaïdar) décidée à faire cavalier seul et à liquider l'URSS pour les besoins de leur stratégie « de choc ». Dès lors que les « élites » russes prenaient possession des principales industries et des matières premières exportables (donc, de la rente pétrolière), les autres républiques avaient-elles d'autre choix que la séparation ? Les peuples ont entériné un bouleversement dont ils ne connaissaient pas les tenants et aboutissants. Dans l'esprit de beaucoup, « souveraineté » n'était pas synonyme de « rupture ». Certains espéraient même que la CEI « refonde l'Union ».

## 3. La fin de l'URSS ouvre une ère de liberté

Le bilan est contrasté. Libertés d'expression, d'association, de grève, de voyage :

oui. Liberté pour les nouveaux patrons de licencier et d'allonger la durée du travail : oui. Liberté de travail et d'accéder à l'emploi selon la formation reçue : moins que jamais. Liberté pour le grand nombre d'étudier, de se faire soigner gratuitement : non. Liberté de s'exprimer, d'éditer, de filmer hors des contraintes et des censures marchandes qui ont remplacé celles de l'État : non. Liberté d'émigrer, d'exporter les capitaux et de les placer dans les paradis fiscaux : oui. Les nouvelles réglementations du travail et du logement ont grandement réduit les droits et libertés des travailleurs et des locataires. La suppression de crèches et de jardins d'enfants a diminué la liberté des femmes... dont la « liberté » de se prostituer fut étendue de manière exponentielle. L'expansion de l'automobilisme, des autoroutes urbaines et des parkings ont réduit la liberté des piétons et des enfants privés d'aires de jeux. L'aménagement de cités résidentielles fortifiées pour les riches ont réduit la liberté... de se promener dans les forêts environnantes de Moscou. On peut allonger la liste... Qui certes met en discussion la notion même de « liberté » et soulève l'éternelle question : « De quel lieu parlez-vous ? »

## 4. La fin de l'URSS entraîna l'élévation du niveau de vie.

Le premier effet de la « libération des prix » en janvier 1992 a été de vider en quelques heures l'épargne populaire de plusieurs décennies. L'inflation a explosé. Des dizaines de millions de gens ont été réduits à la misère. Les salaires réels sont tombés en chute libre. Leur niveau de 1989 en Russie n'a été rattrapé qu'en 2007. Pour le reste, voir les statistiques démographiques, l'état de la santé publique, l'espérance de vie, la hausse de la mortalité, les chiffres de l'émigration, du départ vers l'Occident des meilleurs savants, de dizaines de milliers de chercheurs, de spécialistes qualifiés... Voir les niveaux de scolarité, le nombre d'enfants abandonnés, d'orphelins. Etc...

<sup>1</sup> Avec le concours du président (et chef du PC) ukrainien Léonid Kravtchouk et du président du parlement biélorusse Stanislas Choukhevitch

### 5. La fin du système soviétique voit l'avènement du « libre Marché » libéré de l'étatisme soviétique.

Le « Marché » en Russie signifia l'avènement d'une oligarchie monopoliste, financière, pétrolière et médiatique, l'état étant « désengagé » d'interventions fiscales et sociales. Les services publics ont été drastiquement réduits conformément aux directives du FMI. Cela dit, le pouvoir a dûment dirigé le processus de privatisation au profit des classes dirigeantes renouvelées : ce n'était nullement « le Far West » !

### 6. La fin du régime soviétique est l'avènement de la « Démocratie ».

Pluralisme, oui. Le monopole du PCUS a été supprimé dès 1990. L'ancien parti unique a été dissous en août 1991. Le parlement et les soviets (élus en 1989-91), majoritairement pro-Eltsine puis rebelles à sa « *thérapie de choc* » ont été dissous et cibles de bombardements et de snipers gouvernementaux en octobre 1993. Le régime eltsinien a mis fin au climat et aux mouvements démocratiques formés dans les années Glasnost. Partout ou presque (en ex-URSS) se sont installés des régimes présidentiels autoritaires. Il n'y a jamais eu autant de policiers et de gardes privés, il y a plus de détenus en Russie aujourd'hui que dans toute l'URSS en 1990.

### 7. 150 millions de Russes sont devenus propriétaires de l'économie.

Des journaux occidentaux l'ont dit. C'est faux. Les Russes ont bien reçu des « bons de privatisation » échangeables en espèces, que la plupart se sont empressés de vendre pour survivre. Seuls les plus riches et les « initiés » ont pu, avec ces bons,

acheter les « bonnes actions ». La privatisation s'est faite au profit de la nomenclatura et de nouveaux milieux d'affaires qui ont notamment reçu, en 1995, pour des sommes dérisoires, les fleurons de l'industrie pétrolière.

### 8. Les Russes « rejettent » ou « regrettent » l'URSS.

D'après les nombreux sondages de la dernière décennie, une minorité seulement regrette « l'ancien régime », mais une majorité d'anciens Soviétiques expriment une vision « plutôt positive » de l'ère soviétique, distinguant entre les répressions stalinienne et les acquis industriels, sociaux, scientifiques. Les images du passé varient selon les milieux (gagnants ou perdants du changement), les générations et sous l'effet d'une propagande médiatique plutôt très anticommuniste.

### 9. La fin de l'URSS a signifié la fin de la course aux armements et des blocs militaires, l'avènement d'un Nouvel Ordre Mondial axé sur la Paix et la Démocratie.

Telle fut la promesse de George Bush père et de Mikhaïl Gorbatchev.

Les résultats ? Voir le maintien et l'élargissement à l'Est de l'OTAN. Le renouvellement des armements des « nouvelles démocraties ». Les pressions au démantèlement de la Yougoslavie, dont la guerre de l'OTAN contre la Serbie en 1999. Voir les guerres et blocus contre l'Irak. Un autre type d'« expansion de la démocratie » a consisté en « révolutions colorées » (Serbie, Géorgie, Ukraine, Kirghizistan, tentatives au Belarus et en Arménie), de fait des coups d'État visant à installer des dirigeants plus favorables aux États-Unis et à l'OTAN.

### 10. Les ex-Soviétiques sont satisfaits de ces vingt années.

Toutes les enquêtes d'opinion faites en Russie démontrent le contraire.

Les grandes privatisations « criminelles » et les inégalités abyssales sont désapprouvées, sauf bien sûr par les « nouveaux Russes » qui en bénéficient. Les voyageurs occidentaux fréquentant à Moscou les milieux aisés et « occidentalistes » n'entendent pas trop ce son de cloche. C'est parmi les Russes « d'en bas », dans le « petit peuple » ouvrier et rural que s'exprime le plus l'insatisfaction. La bourgeoisie de la mégapole approuve globalement le cours suivi, mais nombre de ces privilégiés, notamment parmi les jeunes diplômés, envisage aussi d'émigrer, de fuir un pays jugé « sans avenir ».

Les « bilans » du reste évoluent. Ceux des années 90 étaient massivement négatifs, ceux des années 2000 le sont moins, ils reflètent en partie le regain de croissance et la formation d'une « classe moyenne » enrichie. Mais tous les spécialistes s'accordent pour constater la dégradation continue des infrastructures, des équipements industriels et des transports, de l'éducation et de la science, de la démographie tout spécialement en Russie.

Ce tableau ne concerne pas les autres nouveaux États, ni les pays d'Europe médiane ex-socialistes : les bilans doivent être différenciés.

**Jean-Marie CHAUVIER**

*Auteur et co-auteur de plusieurs ouvrages sur l'URSS et la Russie, JM Chauvier a suivi la « Perestroïka » et les changements des années 1980-90 pour « Le Monde diplomatique » et la RTBF.*

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?**

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CArCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CArCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :  
**CArCoB**, 33, r. de la Caserne,  
B-1000 Bruxelles,  
Tél.: 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :  
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

# 1921 : 2011 il y a 90 ans naissait le parti communiste de Belgique

Le Parti communiste belge (qui allait devenir « de Belgique » assez rapidement) fut fondé à Bruxelles les 3 et 4 septembre 1921. Il y a donc 90 ans, et c'est ce qui motive cet article. Son apparition sur la scène politique belge résulta de la fusion de deux groupes bien distincts qui se réclamaient déjà du communisme. Le premier, issu pour une large part des Jeunes Gardes Socialistes et majoritairement flamand, portait le titre de Parti communiste depuis 1920 et disposait d'un journal : *L'Ouvrier communiste* (dans les deux langues). L'autre s'était constitué en mai 1921 à l'initiative du groupe *Les Amis de L'Exploité* (journal initialement d'inspiration socialiste révolutionnaire). La plupart des affiliés de ce groupe venaient d'être exclus du Parti ouvrier belge en raison du radicalisme de leurs positions politiques (dont il sera question plus loin). Septembre 1921 vit également la fusion des journaux des deux groupes, ce qui donna naissance au *Drapeau rouge* et au *Rode Vaan*.

L'un et l'autre étaient nés de l'impact mondial de la révolution russe d'octobre 1917 et leur adhésion au communisme procédait, ici comme ailleurs, de leur opposition à la politique dite « d'union sacrée » menée par les partis sociaux-démocrates dans une guerre dont le caractère impérialiste n'avait cessé de s'affirmer depuis 1914 et dans un après-guerre qui consacra la déliquescence politique de la 2<sup>e</sup> Internationale. Il est toutefois certain que la fusion de septembre 1921 ne put se réaliser que sous la pression de l'Internationale communiste (appelée aussi 3<sup>e</sup> Internationale) fondée en 1919 et dirigée alors par Zinoviev. Elle chargea le communiste allemand Wilhelm Koenen de suivre de près les travaux du congrès de fusion et de son comité préparatoire. On peut prendre la mesure des difficultés de l'opération en lisant ce que *L'Ouvrier communiste* affirmait encore, trois mois avant la fusion, à propos des *Amis de L'Exploité* qu'il accusait « de couronner leur action informe du passé par la création inconsidérée d'un parti soi-disant communiste ». On ne s'étonnera donc pas que W. Koenen ait pu écrire dans son rapport au Comité exécutif de l'I.C. que le congrès de fusion avait été marqué par des « séances très animées », des « discussions très violentes » et qu'il avait fallu « de grands efforts » pour aboutir.<sup>2</sup>

## Qui étaient les protagonistes ?

La citation de *L'Ouvrier communiste* nous donne un aperçu de l'orientation du premier né des P.C. Son principal leader était Edouard (dit War) Van Overstraeten (par ailleurs artiste peintre) qui allait devenir, à la fin des années 20, mais brièvement, le chef de file du trotskysme en Belgique. Selon le rapport de W.Koenen, il sut se montrer conciliant lors du congrès de fusion. Il pouvait compter sur des militants très dynamiques ; parmi eux, un nommé Félix Coenen qui, lui, allait devenir durablement une des personnalités marquantes du futur P.C.B. En ce qui concerne le parti créé par les *Amis de L'Exploité*, on retiendra le nom de Charles Massart qui devait tomber injustement dans l'oubli, les circonstances l'ayant obligé très tôt de quitter la Belgique pour la France, et, bien entendu, celui de Joseph Jacquemotte, dont la vie militante, bien qu'elle ait été écourtée par un décès prématuré (1936), a fait une figure de proue historique du communisme belge au côté de Julien Lahaut, syndicaliste liégeois venu au parti un peu plus tard.<sup>3</sup> Le P.C. de 1920 avait adhéré à l'Internationale dès sa création, si bien que W. Van Overstaeten put participer à son 2<sup>e</sup> congrès, en août 1920. (Il y soutint d'ailleurs une résolution antiparlementaire défendue par l'Italien Bordiga et qui fut rejetée). Lors du congrès suivant, tenu en juillet 1921, Jacquemotte et Jules Pouillet furent présents à leur tour. Ils en revinrent très satisfaits, le Comité exécutif de l'Internationale ayant décidé d'accueillir les deux partis et de les aider à fusionner sur une base programmatique que Jacquemotte estimait « excellente »<sup>4</sup>. Un comité de huit membres fut créé à cet effet et se mit au travail avec, comme on l'a vu, le concours de W. Koenen.

Il est évident que l'I.C. avait dû tenir compte du rapport des forces sur le terrain. Avec environ 200 membres et un hebdomadaire qui, selon José Gotovitch, ne dépassait pas 2.000 exemplaires<sup>5</sup>, le groupe de Van Overstraeten n'aurait pu que très difficilement refuser l'entente avec celui de Massart et Jacquemotte (par ailleurs leader du syndicat des employés) qui, lors de sa constitution, avait réuni 713 voix contre 35 et 30 abs-

tentions, et dont le journal, malgré un net fléchissement, disposait encore d'environ 7.000 lecteurs. Il fallait également tenir compte de l'ancrage des deux partis. Si le parti des *Amis de L'Exploité* avait été précédé par son rival dans le sillage de l'I.C., ce fut essentiellement en raison du combat mené par ses militants au sein du P.O.B., combat qui s'imposait. Quelques données chiffrées font apparaître clairement la pertinence de leurs objectifs. Quand, au lendemain du conflit, le P.O.B. décida de participer au gouvernement, son congrès donna certes 305 voix aux partisans d'une nouvelle version de « l'union sacrée », mais l'opposition obtint tout de même 126 voix, ce qui n'était pas négligeable. En juillet 1920, la fédération bruxelloise du P.O.B. décida de ne plus se faire représenter dans les réunions de la II<sup>e</sup> Internationale, celle-ci « ne répondant plus du tout aux aspirations présentes »<sup>6</sup>. En fait, les efforts déployés par les « Jacquemottiste » au sein du P.O.B., de 1919 à 1921, ne firent que prolonger dans des conditions nouvelles ceux qu'ils avaient accomplis dès avant-guerre, notamment au travers de grèves générales, pour des avancées politiques réellement progressistes. Le suffrage universel (pour les hommes seulement) ayant été conquis en 1919, la gauche n'en avait pas fini avec ses objectifs. Objectifs que l'on peut résumer aisément : faire du parti ouvrier, qui n'était depuis sa fondation qu'un agglomérat d'organisations diverses, un véritable parti politique de gauche, assurer de ce fait l'indépendance syndicale et, surtout, en finir avec le réformisme sans pour autant renoncer aux réformes nécessaires, par exemple la loi des 8 heures (alors déjà en vue).

(suite en page 16)

<sup>1</sup> *L'Ouvrier communiste*, 4 juin 1921.

<sup>2</sup> Wilhelm Koenen : « Rapport sur la fusion des deux partis communistes en Belgique » in « Documents sur la fondation du Parti communiste de Belgique », Cahiers marxistes numéro spécial, s.d., p.86.

<sup>3</sup> Voir Jules Pirlot : *Julien Lahaut vivant*, Ed. du Cerisier 2010.

<sup>4</sup> Commentaires de J. Jacquemotte recueillis par Charles Massart dans *L'Exploité* du 27 juillet 1921.

<sup>5</sup> José Gotovitch : *Histoire du Parti communiste de Belgique*, Courrier hebdomadaire du CRISP, 1997, n° 1582.

<sup>6</sup> *Le Peuple*, 16 juillet 1920.

Légendes:

1	2
3	4 5
6	7 8





36<sup>H.</sup> et du TRAVAIL  
pour TOUS ts

Regionalisation  
= 7<sup>me</sup> SOLIDARITÉ  
avec le  
GRAND BAZAR



# Louis Van Geyt : Le parcours contrasté du communisme en Belgique

**Nous avons le plaisir de vous présenter, dans le cadre de ce dossier commémorant le 90<sup>e</sup> anniversaire de la constitution du Parti communiste de Belgique (PCB-KPB), le témoignage et les réflexions de Louis Van Geyt, ancien député « pré-fédéral » de Bruxelles Halle Vilvoorde et, surtout, président du PCB-KPB de 1972 à 1989 – puis de l'UCB-UKB jusqu'en 1995. Il fut d'ailleurs le dernier président « national belge » de cette formation avant la séparation consensuelle en 1995 de ses ailes flamande et wallonne/ francophone.**

*Lors de nos entretiens, Louis Van Geyt nous a fait part de sa riche expérience dans les débats internes et dans l'action du Parti, des évolutions de sa ligne « stratégique » et des conséquences que ces évolutions ont eues, à ses yeux, pour la vie sociale et politique du pays, pour le positionnement international de celui-ci et, pour le destin du Parti lui-même. Ces réflexions seront présentées par phases, la première évoquant brièvement, « dans la foulée » de Claude Renard <sup>1</sup> la période de la création du Parti, pour aller jusqu'à la veille du tournant de Vilvoorde (c.-à-d. du XI<sup>e</sup> Congrès, tenu fin 1954).*

## A. De la percée rassembleuse des années '30 à l'affaîssement « kominformiste » d'après guerre

1) Le courant/mouvement communiste a été marqué constamment, à tout le moins en Europe, par deux approches très différentes – voire contradictoires :

- l'une tendant essentiellement à affirmer ses désaccords – voire ses combats – avec la social-démocratie et les autres courants « non révolutionnaires » du Mouvement réel <sup>2</sup> ;
- l'autre consacrant avant tout ses efforts à rassembler et dynamiser ce

même Mouvement réel, par-delà la diversité des courants et (formes d') organisation (s) en son sein, et compte-tenu des enjeux réels – à chaque phase de l'évolution des sociétés et de leur contexte international.

\*Claude Renard montre clairement, dans son article, à quel point ce « dilemme » a marqué les débuts du communisme en Belgique.

J'ajoute, comme Cl. Renard le laisse d'ailleurs entendre, que c'est dans la mesure où Jacquemotte et Lahaut, principalement <sup>3</sup>, ont fini par faire prévaloir, dans le sens du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, la deuxième orientation, que le PCB-KPB a acquis une audience réelle et joué un rôle réel au (sur) lendemain de la Grande Crise de 1929-30), et face à la montée du fascisme dans les années qui suivirent.

2) Cette stratégie rassembleuse, dite unitaire, allait être d'un poids déterminant pour permettre au PCB-KPB, de prendre dès janvier '41 <sup>4</sup>, la part essentielle qui fut la sienne, sous le signe d'un large regroupement des forces démocratiques et patriotiques, à la Résistance contre l'envahisseur nazi. Ceci par-delà Munich, le pacte Molotov – Von Ribbentrop et la victoire de Franco <sup>5</sup>. Cette Résistance fut pour beaucoup dans le fait que le pays fut libéré dès septembre 1944, soit moins de trois mois après l'ouverture, en Normandie, du second front occidental qui s'était fait si longtemps attendre.

Après avoir évité de justesse, deux mois plus tard, une aventure « à la grecque » <sup>6</sup>, la Direction inexpérimentée, issue d'une clandestinité ravageuse, d'un parti qui frôla brièvement les 100.000 membres, allait assumer d'une manière souvent maladroite, un peu plus de deux années de participation gouvernementale et de regroupement des forces syndicales de gauche (création plutôt chahutée de la FGVB). À cette courte période allait suivre, dans le contexte du déclenchement de la guerre froide, une période sectaire d'inspiration « kominformiste » <sup>7</sup>, qui se solda par une suite catastrophique de défaites électorales. Celle d'avril 1954, qui finit par

ramener le nombre de députés communistes de 23 (sur 212) en 1946 à 4 (oui quatre !) à peine huit ans plus tard, faillit bien être la dernière avant une marginalisation durable.

Citons seulement, pour « illustrer » cette phase, deux exemples :

- l'injonction donnée aux délégués communistes largement majoritaires à la Poste centrale de Bruxelles, de déclencher une grève non soutenue par leur base, à la suite de laquelle Achille Van Acker révoqua lesdits délégués (1948) ou encore :
- le fait de contraindre Théo Dejace à démissionner du Secrétariat de la FGVB, après que celle-ci se fut retirée de la Fédération syndicale mondiale (1949)

Ce sont notamment des « hauts faits » comme ceux-là qui allaient susciter, après l'échec électoral d'avril 1954, un véritable sursaut vital et un retour à la stratégie rassembleuse éprouvée dès les années '30, qui allaient marquer le « tournant de Vilvoorde » – autrement dit la convocation et les décisions du XI<sup>e</sup> Congrès (décembre 1954).

Mais ces développements feront l'objet d'un autre entretien.

<sup>1</sup> Voir l'article de celui-ci en page 9.

<sup>2</sup> Ce concept, propre à Marx et Gramsci notamment, vise l'ensemble des grands courants qui font bouger (ou stagner) les sociétés, par rapport aux structures sociales, économiques et politiques en place.

<sup>3</sup> Voir notamment le récent ouvrage de Jules Pirlot sur la vie de Julien Lahaut (*Julien Lahaut vivant*, éditions du Cerisier, 2010).

<sup>4</sup> Et non pas seulement après l'entrée en guerre de Hitler contre l'union soviétique, comme persistait à l'affirmer nombre d'auteurs « mal informés », voire de mauvaise foi.

<sup>5</sup> En 1938 Chamberlain et Daladier, chefs des gouvernements britannique et français, livrent pratiquement à Hitler la Tchécoslovaquie, dans l'espoir de voir celui-ci lancer ses armées « contre l'Est » plutôt que « contre l'Ouest ». Moscou contre cette manœuvre en négociant avec Berlin un pacte de non-agression, qui lui permit de « gagner du temps » entre l'été 1939 et l'été 1941.

<sup>6</sup> Autrement dit : un affrontement avec « les armées libératrices » anglo-américaines, un peu comme ce fut le cas de la Grèce à la fin de la guerre.

<sup>7</sup> Le Kominform rassembla les principaux PC d'Europe sous le signe d'une riposte « pure et dure » au déclenchement de la guerre froide par le Washington d'après – Roosevelt et ses alliés/satellites européens ; en outre, il devint bientôt une « machine de guerre » politique et idéologique contre le « non-alignement » de Tito et ceux qui furent accusés de le suivre.

## Jacquemotte aujourd'hui

**« On ne peut être à la fois avec les riches et avec les pauvres. C'est l'un ou c'est l'autre. Il faut choisir ! »<sup>1</sup>**

Il y a nonante ans, Joseph Jacquemotte (1883-1936) participait à la création du Parti Communiste de Belgique. Issu du syndicalisme et du Parti Ouvrier Belge<sup>2</sup>, celui qui allait durablement marquer le mouvement communiste en Belgique, précisait, en prononçant cette phrase, de quel côté se situaient les communistes : celui des opprimés, des victimes du capitalisme, des hommes et des femmes dépossédés par un système injuste et l'avidité de quelques-uns. Les années se sont écoulées, mais un constat s'impose : la lutte contre l'oppression et les injustices reste plus que jamais d'actualité. À l'occasion de l'anniversaire du PCB, nous estimons important de réaffirmer ce principe. Les crises que nous connaissons à l'heure actuelle, qu'elles soient économiques, politiques ou écologiques nous rappellent malheureusement que le capita-

lisme, loin de s'adoucir, fait chaque jour plus de dégâts. Plus que jamais, une alternative doit émerger et nous pensons que les communistes ont toute leur place dans son élaboration. Les commémorations ne sont pas faites pour contempler avec nostalgie les faits et les discours passés, avant de les laisser prendre la poussière par la suite. Elles sont là pour nous rappeler que celles et ceux qui nous ont précédés se sont battus avec courage et conviction, souvent dans des conditions très difficiles, et que leur exemple doit continuer à nous inspirer dans notre action et notre réflexion quotidiennes.

Les défis qui se posent aux communistes, en Belgique comme ailleurs, sont de taille. Ici, les difficultés économiques et sociales de plus en plus sérieuses auxquelles doivent faire face la classe ouvrière (au sens large), les mesures d'austérité imposées par des États qui ne cachent presque plus leur caractère d'outils de domination de classe, la montée de la xénophobie et de l'extrême-droite. Là, les famines, la guerre. Partout, les périls écologiques, l'obscurantisme, l'appauvris-

sement, tandis qu'une minorité d'exploiteurs s'enrichit tout en affichant le mépris le plus total pour les humains et l'environnement. Il est indispensable de faire changer les choses. Et il faut donc s'organiser.

Les membres du PC W-B s'inscrivent clairement dans cette perspective de changement. Ils participent quotidiennement aux côtés d'autres progressistes aux luttes et à l'élaboration d'une pensée critique, afin de rendre possible un autre monde. Et aujourd'hui comme hier, la phrase de Jacquemotte a encore tout son sens : les communistes ont, depuis toujours, choisi de quel côté ils se situaient...

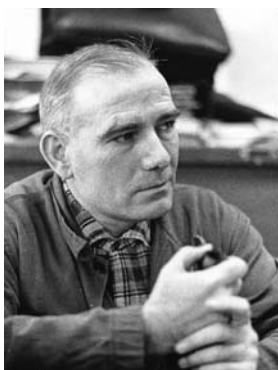
**François D'AGOSTINO**  
*Jeunesses Communistes*

<sup>1</sup> Voir, notamment, DEMANY (E.), *Joseph Jacquemotte*. Préface de Julien Lahaut..., Société Populaire d'Éditions, 1946.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations, voir : [http://www.ihoes.be/publications\\_en\\_ligne.php?action=lire&id=10&ordre=nouveau](http://www.ihoes.be/publications_en_ligne.php?action=lire&id=10&ordre=nouveau) et <http://acjj.be/>, entre autres.

## Robert DUSSART, n'est plus des nôtres

« En janvier de cette année, nous commémorions le 50<sup>e</sup> anniversaire de la grande grève de 60-61. Or c'est véritablement dans cette lutte que s'est révélée la dimension de ce grand meneur d'hommes qu'était Robert Dussart.



Dès le démarrage de la grève, il a su contraindre les dirigeants syndicaux à suivre le mouvement déclenché par la CGSP cheminots et enseignants. C'est lui qui leur a apporté le soutien et la force du mouvement ouvrier. À la tête de milliers de travailleurs des ACEC, il a su convaincre les diverses entreprises du bassin carolorégien de rejoindre la lutte d'opposition au gouvernement Eyskens qui prônait les

toutes premières mesures d'atteinte à la sécurité sociale. Contre la « loi unique », les ACEC, journallement tenaient meeting et parcouraient les rues de notre fière cité travailleuse.

C'est aussi lui qui, le premier, a lancé en Belgique l'idée de la réduction du temps de travail en menant une grève qui dura 13 semaines en 1979. Les travail-

leurs des ACEC, ouvriers, employés aussi bien qu'ingénieurs, furent ainsi les premiers à bénéficier de la semaine de 36 heures. Ce dernier grand combat victorieux de Robert semble avoir disparu de la mémoire collective. En ce moment où la question de l'emploi est primordiale, il est bon de rappeler ce mouvement précurseur.

Robert s'affilie au Parti communiste en 1951. Il fait partie durant de longues années du triumvirat qui dirigea la fédération de Charleroi en compagnie du député Georges Glineur et du conseiller communal et provincial Maurice Magis. Il est élu membre du comité central du PC de 1960 à 1989 et dirige son quotidien, *Le Drapeau rouge* de 1971 à 1974. En 1977, il est élu sénateur et il siègera jusqu'en 1981 en compagnie de Claude Renard. Pendant ce mandat, il restera président de la délégation syndicale des ACEC et continuera son combat syndical comme en atteste la grève pour les 36 heures »

(Fragments de l'hommage de la Fédération de Charleroi du PC; pour le texte complet: <http://etincellebulletin.skynetblogs.be/archive/2011/07/18/robert-dussart-un-grand-meneur-d-hommes.html#more>)

# Ollanta Humala et ses deux maîtres

Le Pérou, pays de l'ancien empire inca, s'est accordé une bien agréable cure de jouvence. Ollanta Humala, d'origine indigène a en effet remporté les élections présidentielles face à Keiko Fujimori, fille du bien connu dictateur. Cette victoire pourrait marquer l'arrêt d'une longue période – presque quatre décennies – de gouvernements dociles à Washington. Elle pourrait aussi annoncer un certain renforcement des positions progressistes au sein du continent. Cependant, des nuages menaçants pourraient assombrir les bonnes intentions du nouveau président. Va-t-il vraiment – comme son nom inca le suggère –, voir tout ?

**A**u Pérou, la pauvreté est endémique. Un Péruvien sur deux est pauvre, un Péruvien sur quatre est extrêmement pauvre. Dans certains départements, 70 à 80 % de la population est touchée. Le modèle néo-libéral appliqué avec zèle ces dernières décennies par Fujimori (1990-2000) et Alan García (1985-1990 et 2006-2011) n'a fait que remplir les poches des multinationales et renforcer la pauvreté du peuple péruvien, sous cape d'une corruption généralisée et endémique. De Fujimori, on retiendra par exemple qu'il a exterminé la gauche dans un bain de sang. Alan García, quant à lui, peut se 'vanter' de pas mal d'exécutions arbitraires et de massacres de paysans.

Dès 1991, Ollanta Humala participe, en tant qu'officier de l'armée, aux combats contre le Sentier Lumineux. En l'an 2000, déjà lieutenant-colonel, il se soulève contre le régime de Fujimori. Il est gracié à la fuite du dictateur, puis réintégré au sein de l'armée. Admis à la retraite en 2004, il se présente aux présidentielles de 2006, mais est battu par Alan García. Son passé de militaire sera exploité par une droite sans scrupules (haute hiérarchie

catholique comprise) dont tout particulièrement ses connexions supposées avec Chávez suite à une visite faite par le candidat à Caracas en 2004. Ce dernier argument, utilisé féroce, fut déterminant pour sa défaite en 2006.

C'est que Ollanta Humala s'est en effet montré très sensible et attentif aux besoins de la population défavorisée du Pérou, à ses aspirations, ses inquiétudes. Il propose un large éventail de politiques sociales, telles que la pension pour les plus de 65 ans, des programmes d'alimentation et de garderies infantiles, de défense des droits du travail, du salaire de base, (revenu de 35 \$ mensuels pour les plus pauvres), des restaurants populaires, des bourses universitaires, des incitations financières pour le retour au pays des 3 millions de Péruviens à l'extérieur, etc<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'il récoltera le vote d'une majorité de gens pauvres, de paysans, d'ouvriers, d'habitants des 18 départements (sur 25) les plus pauvres du Pérou, du sud des Andes et de l'Amazonie -en fait les zones de conflits pétroliers, miniers et relatifs aux projets IIRSA<sup>2</sup>.

Mais si le volet social tient une place importante dans le programme de Ollanta Humala, le programme économique quant à lui, se révèle plus conciliant avec la droite financière et économique. Certes, lors d'un entretien qu'il a encore eu la veille du 2e tour des élections, Ollanta Humala réaffirme son engagement pour un «*accroissement économique accompagné d'inclusion sociale*», parle de «*corriger la politique économique*» -s'empressant d'ajouter que «*nous ne parlons pas de changer le modèle capitaliste, le modèle d'une économie ouverte de marché*». S'il a promis de mieux redistribuer les richesses du pays (argent, de cuivre, zinc, étain et autres) et d'éviter la déprédation et l'externalisation de ces ressources minières, s'il prévoit une réforme fiscale et de lutte contre la corruption

endémique et contre l'évasion des capitaux, s'il a bien précisé que son administration exécuterait des «*politiques réalistes pour solutionner les problèmes du Pérou en matière de santé, d'éducation, d'infrastructure de sécurité*», s'il a bien prétendu «*faire une transformation de l'agriculture, de l'industrie pour que se créent plus d'emplois, qu'il y ait plus d'argent au sein de la Nation*», le fait est que, tous ces changements ne font pas un programme réellement révolutionnaire. Il le confirme d'ailleurs lui-même : quand on lui demande si son gouvernement sera de gauche, il esquisse la question et répond qu'il sera... pour le peuple.



Afin de rassurer les milieux économiques, le candidat a dû, lors du deuxième tour, abandonner deux projets importants : la nationalisation d'entreprises, et la convocation à une assemblée constituante. Pourtant, la nouvelle charte à élaborer était un des programmes pivots de «*Gana Perú*» ('Le Pérou gagnant') -le rassemblement de gauche dont

font partie Ollanta Humala et, notamment, le Parti Communiste Péruvien (PCP). Il va sans dire que ces milieux économiques et financiers étaient très inquiets du déroulement et des résultats de ces élections. C'est ainsi que le candidat, à peine confirmé dans sa victoire, reçut un sérieux coup de semonce du monde boursier – qui n'est, ni plus ni moins, selon Atilio A. Boron, qu'un véritable «*message mafieux*» : la bourse de Lima dégringola de plus de 10% – alors que, selon des analystes, il n'y avait aucun fondement macro-économique pouvant justifier cette chute boursière.

<sup>1</sup> Entrevista al candidato Ollanta Humala, in Página 12 <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-169439-2011-06-04.html>

<sup>2</sup> IIRSA : Intégration de l'Infrastructure Régionale en Amérique du Sud, méga-projet qui prétend interconnecter les voies fluviales, routières et aériennes du continent afin de faciliter l'exportation des matières premières. L'IIRSA intéresse les grands groupes économiques – surtout américains –, et va à l'encontre des populations indigènes locales, des agriculteurs et de l'environnement.

Pour le sociologue argentin, la réponse est simple : les spéculateurs ont décidé d'envoyer un message clair au nouveau président « progressiste » élu, l'incitant ainsi à ne pas quitter les voies néolibérales de ses prédécesseurs. En somme une petite démonstration de leur puissance et de leur force financière, pour le cas où...<sup>3</sup>.

Il se dégage dès lors une impression ambivalente de ces élections. C'est ainsi que, paradoxalement, outre le vote du peuple d'en bas, le progressiste Ollanta Humala a reçu l'appui de certains milieux de droite, financiers, économiques ou... culturels ! Un certain Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature pas spécialement reconnu pour ses sympathies de gauche, a recommandé de voter pour lui : c'est que le spectre d'un retour du fujimorisme ne présageait en effet rien de bon pour le pays. Selon certaines rumeurs, l'écrivain pourrait

être nommé ambassadeur à Madrid : un prêté pour un rendu, en quelque sorte. Quant aux milieux économiques, il suffit de voir avec quel empressement Luis Alberto Moreno, président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), est venu à la rencontre du président élu : ce technocrate aurait manifesté à Ollanta Humala son souci de préserver les stratégies pour un maintien des priorités de développement au Pérou dans les normes libérales, bien entendu...

Des questions se posent également quant au positionnement futur du Pérou sur l'échiquier politique en Amérique latine. Le récent « Accord du Pacifique » conclu avec le Chili, la Colombie et le Mexique – contre-offensive politique et économique de Washington sur le continent reprenant l'agenda de la défunte ALCA<sup>4</sup> – doit encore être débattu et ratifié au Congrès péruvien. Il n'est pas sûr qu'il soit voté.

Ollanta Humala souhaiterait en effet avantager une meilleure intégration de son pays via l'UNASUR -ou même, on peut rêver, l'ALBA-, renforcer l'axe Équateur-Pérou-Bolivie, et rapprocher le Pérou du Brésil par l'adoption d'un système économique similaire. Le Pérou s'éloignerait alors de l'axe néo-libéral auquel il est atta-

La conclusion est claire : l'élection de Ollanta Humala à la tête du Pérou peut constituer une aube pour un peuple humilié de voir son pays livré aux intérêts des multinationales, avec la complicité d'une oligarchie rapace et raciste. Mais la question qui se pose est la suivante : comment Ollanta Humala va-t-il concilier la continuité du modèle capitaliste, avec le concept de souveraineté et défense des intérêts de son peuple ? Comment va-t-il, par exemple, concilier une Constitution qui donne la priorité à la propriété et à l'investissement privé, avec des nécessités impératives d'investissement public et de défense des populations locales ? Exemple : 16 millions d'hectares concédés à des multinationales en zone amazonienne, 24 millions d'hectares en région andine. Tous en territoires collectifs indigènes.

Jean-Paul Sartre, dans son scénario

*L'engrenage*, raconte l'histoire d'un tyran d'un pays pétrolier renversé par une révolution populaire. Mais l'histoire, racontée à rebours, s'avère cruelle : le tyran était à l'origine un révolutionnaire soucieux des intérêts de son peuple. Il fut mis au pas par les propriétaires étrangers du pétrole, sous la menace des armes. Et la tyrannie se réinstalla... Toute proportion gardée, Ollanta Humala pourra-t-il servir deux maîtres à la fois, le peuple et le capitalisme ?

**Thierry PIGNOLET**

### Aux dernières nouvelles

Il vaut la peine de se pencher sur les débuts de ce gouvernement progressiste -le premier depuis si longtemps ! Le 28 juillet 2011, Ollanta Humala jura fidélité à l'esprit et valeurs de... la Grande Charte nationaliste de 1979, élaborée par Fujimori après son coup d'État. Cela déclencha l'ire incontrôlée de l'opposition fujimoriste provoquant un grave incident. Ce qui pourrait n'être qu'anecdotique montre déjà, en fait, le comportement que risque d'afficher la droite durant cette législature. Une droite avec laquelle Ollanta Humala a dû d'ailleurs composer pour former son gouvernement. Citons l'exemple du ministère de l'Économie et des Finances, qui a été confié à Liguel Castilla... ancien vice-ministre du gouvernement de Alan García ! Ou la présidence du Conseil des ministres, attribuée à Salomón Lerner Ghitis, chef d'entreprise, patron de banque et politiquement « centriste ». Mais le nouveau gouvernement ménage cependant la chèvre et le chou. La première loi de consultation préalable des populations indigènes est déjà votée, tandis qu'un accord a été conclu avec les entreprises extractrices pour un apport *volontaire* à l'État qui passe de 500 à 3000 (millions de soles). Ce nouveau gouvernement semble soucieux de montrer son respect des promesses électorales, de rappeler aussi son engagement vers l'intégration sud-américaine à l'écart de tout impérialisme. Voilà qui est bien. Mais c'est oublier les démons qui veillent, descendants directs de Pizarro, ceux de « *l'extractivisme* » (le fléau grandissant de toute l'Amérique latine), du saccage systématique des ressources naturelles au profit des grandes capitales multinationales. Et ces démons n'ont aucun scrupule envers la « pachamama » ('la mère terre') symbole s'il en est, du Pérou des Incas.

ché actuellement pour rejoindre le camp réformiste et socio-démocrate formé par des pays tels que l'Argentine ou le Brésil. Enfin, on devra également s'interroger sur la position du Pérou face à la fraîche Communauté des États Latino-Américains et des Caraïbes (CELAC).

Encore faut-il que l'Empire laisse cette « dérive » s'installer : le Pérou est en effet un pays stratégiquement important, pour les ports sur le Pacifique et les voies de communications IIRSA, ainsi que pour les bases militaires US entourant le Brésil et complétant le système en train d'être mis en place en Colombie. Encore faut-il aussi que l'extrême droite, menacée dans ses intérêts de classe, ne favorise pas un coup d'État comme au Venezuela, en Équateur, en Bolivie ou en Honduras. Alan García avait promis, quant à lui, qu'il ferait tout pour empêcher Ollanta Humala de devenir président...

<sup>3</sup> *Mensaje mafioso*, Atilio A. Boron, in *Rebelión*, 08-06-2011, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=130024>

<sup>4</sup> ALCA : *Zone de libre-échange des Amériques ou ZLEA*.

<sup>5</sup> *El comandante en un campo minado*, Gustavo Espinoza M., in *Rebelión*, 26-06-2011, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=131172>

# La Palestine, enfin ?

C'est fait : en ce mois de septembre, les Palestiniens demanderont à être reconnus comme le 194<sup>e</sup> État du monde. Et c'est à l'ONU qu'une énorme majorité des États membres approuvera cette juste revendication trop longtemps différée. Comme l'a justement dit l'écrivain israélien Sefi Rachlevski, « La question de l'existence et de la reconnaissance d'un État palestinien n'est même pas à discuter. Chaque être humain, chaque nation y a droit ». Un pas symbolique, une étape politique seront ainsi franchies pour donner corps à cet État. Un État aux frontières clairement reconnues, celles de 1967, avant l'invasion de la bande de Gaza et de la Cisjordanie par Israël. Un pays avec Jérusalem-Est pour capitale.

L'Autorité palestinienne en appelle à l'ONU parce que, après des années de négociations biaisées, le blocage est aujourd'hui total. Parce que, tout en disant vouloir la paix, les gouvernements en place à Tel-Aviv n'ont cessé de pratiquer la politique du fait accompli, notamment en multipliant et agrandissant les colonies en terre palestinienne. Soumettent

Gaza, soi disant libéré, à un blocus inhumain. Imposent à la Cisjordanie une occupation de fait.

La colère du gouvernement Nétanyahou face à la démarche palestinienne, les



menaces quasi apocalyptiques qu'ils préfèrent sont à la mesure de la panique qui les gagne. Ils prennent la mesure de leur isolement diplomatique. Il n'est plus guère que les États-Unis et leurs plus fidèles affidés, y compris en Europe, pour condamner la démarche des Palestiniens, ce « tsunami diplomatique » pour reprendre une expression d'Ehoud Barak, le ministre de la Défense israélien. Washington montre ainsi une fois de plus le peu de cas qu'il fait du droit international

et des résolutions de l'ONU. Barak Obama commet aussi une lourde faute politique au moment où il tente de reprendre pied dans un monde arabe en plein bouleversement.

Le vote de l'ONU, répétons-le, donnera du poids aux revendications palestiniennes. Il n'apportera pas encore la paix. Et l'on peut même craindre que l'occupant ne pratique la fuite en avant au risque d'embraser la région.

C'est pourquoi la communauté internationale est face à une responsabilité véritablement historique. Elle peut créer des conditions nouvelles pour rouvrir le chemin vers la paix. Officiellement admis dans le concert des nations, l'État palestinien, même s'il devait se contenter pour un temps du statut d'observateur, pourrait désormais traiter d'égal à égal avec l'État hébreu, sans plus passer – vainement – par les parrains du Quartet ou le faux ami américain. C'est là un enjeu qui justifie que la mobilisation populaire en faveur de la coexistence des deux États dans un Proche-Orient pacifié ne faiblisse pas.

**Maurice MAGIS**

(suite de la page 9)

## Les difficiles commencements et le début de l'enracinement

On sait que cette tentative échoua, du moins globalement. Ses objectifs n'étaient pourtant pas irréalistes pas plus qu'ils n'étaient inconciliables avec les positions de l'I.C. Mais, en analysant les conditions particulières dans lesquelles la Belgique avait été mêlée au conflit mondial, on comprend qu'elles n'y favorisèrent pas les dénonciations de l'impérialisme et l'exaltation de l'internationalisme prolétarien comme elles avaient pu le faire dans des pays comme la Russie, l'Allemagne, la France ou l'Italie. Aux élections législatives de novembre 1921, le parti dut se borner à présenter des listes dans deux arrondissements (Bruxelles et Verviers). Ses résultats furent très logiquement

insignifiants. Ce fut aux élections suivantes, en 1925, qu'il obtint ses premiers élus à la Chambre : Jacquemotte et Van Overstraeten (Bruxelles et Liège), résultats dont la relative modestie ne doit pas masquer le fait que même les plus radicaux de nos anti-parlementaristes avaient dû lâcher du lest. Reste que la suite des événements, qui nous emmène au-delà de la fondation du P.C.B. proprement dite, ne sera qu'une longue succession d'années noires : on parlera du parti comme du « bataillon des 517 » ; la scission troskyste aura en Belgique des répercussions passagèrement très sensibles ; après quoi Jacquemotte et Lahaut auront maille à partir avec une direction des plus sectaire. Aussi faut-il attendre l'année 1932 et ses importants mouvements de grève – les mineurs principalement –, pour qu'un vent nouveau gonfle les voiles du parti dont Jacquemotte et Lahaut avaient

repris les commandes avec d'autres personnalités de la même trempe. Entre 1932 et 1936, le parti s'enracinera enfin dans le mouvement ouvrier, plus particulièrement en Wallonie, avec un programme d'union élaboré par sa conférence de Charleroi (1935), ce qui lui permettra, avec neuf députés élus aux élections de 1936, une représentation honorable au niveau communal et de sérieux relais au sein des syndicats, de prendre une part active aux luttes pour le progrès social et la défense de la démocratie face au danger fasciste grandissant. C'est pourquoi il me semble préférable, du moins quand la relation des faits permet d'éviter les raccourcis, de parler de la formation du P.C. en Belgique plutôt que de sa fondation.

**Claude RENARD**

\* Ancien président de l'aile wallonne du Parti communiste ; ancien sénateur pour la province du Hainaut

# Agriculture, technologies, rapports de pouvoir : les dessous d'un système prédateur [2/4]

**Nous continuons dans ce numéro la suite de l'analyse (en 4 articles) par Monique Munting<sup>1</sup>, de la politique européenne dans le domaine des agro-carburants que nous avons commencé dans l'édition précédente du DR. Un premier article évoquait l'imposition par l'Europe et les États-Unis de l'utilisation de carburants produits par l'agriculture en substitution des carburants d'origine fossile, et les effets inévitables sur les marchés alimentaires et fonciers.**

## Explosion des profits du secteur de l'agro-industrie

La crise alimentaire de 2008 n'a pas été une crise pour tout le monde. Alors que le nombre de personnes dans le monde vivant en-deçà du seuil de pauvreté passait brutalement cette année-là de 850 millions à 1 milliard de personnes, soit 150 millions de personnes additionnelles basculant dans la pauvreté extrême, cette même année a aussi été marquée par l'explosion, de façon symétrique, des profits des grosses sociétés de l'agro-industrie.

- Il faut savoir à cet égard que le panorama agricole mondial a subi une transformation profonde au cours du siècle dernier, et particulièrement au cours des 20 dernières années de celui-ci.
- Ces années ont vu un développement sans précédent du secteur de l'agro-industrie. Ce que l'on appelle « le marché » est désormais constitué d'un petit nombre de multinationales qui le contrôlent. Une poignée de celles-ci contrôlent le commerce mondial des produits alimentaires. Un petit nombre de sociétés sont propriétaires de la majorité des semences commercialisées dans le monde. Des niveaux de

concentration extrême existent dans le secteur des engrais, des herbicides et des pesticides, utilisés de façon toujours plus intensive. L'emprise croissante de grosses multinationales sur le secteur agricole s'est en effet accompagnée du développement croissant d'une agriculture basée sur la chimie et réciproquement, dans une dynamique où l'évolution du modèle agricole et la concentration du capital vont la main dans la main.

- Quelques noms et chiffres illustrent l'ampleur du phénomène.

Trois grandes multinationales nord-américaines – Cargill, ADM et Bunge – contrôlent le commerce mondial des denrées alimentaires, et contrôlent à elles seules 80% des exportations de maïs des États-Unis.

À elles seules trois sociétés – Monsanto (USA), DuPont (USA) et Syngenta (Suisse) – contrôlent 60% du marché mondial des semences, essentiellement de maïs, soja et colza, – trois cultures désormais utilisées dans une proportion importante pour produire du carburant. Monsanto contrôle à lui seul 41% du marché mondial des semences de maïs et 25% des semences de soja, 90% des semences de soja vendues aux États-Unis.

Quatre sociétés – Monsanto, Syngenta, Bayer, DuPont – possèdent la quasi-totalité des plantes OGM du monde, la part de marché de Monsanto étant de près de 90%.

Des niveaux de concentration élevés existent aussi dans la production d'engrais à base de potasse, ou encore des herbicides, pesticides et fongicides, utilisés en quantités toujours croissantes.

Des liens existent en outre entre ces divers secteurs. Le premier producteur



*dessin de Titom*

de phosphate du monde fait ainsi partie du groupe Cargill, un des principaux traders de produits agricoles. Syngenta, 1<sup>er</sup> producteur mondial de pesticides est aussi le 3<sup>e</sup> producteur mondial de semences, et le 2<sup>e</sup> producteur mondial de semences génétiquement modifiées après Monsanto. Son profil est exemplatif d'un modèle d'agriculture intensive à base de chimie.

## Agriculture et énergie : le nouveau lien

Ce modèle agricole a reçu une impulsion majeure avec la promotion de la production de carburants dérivés de l'agriculture.

Leur production dans les pays industrialisés, mais aussi et surtout dans les pays en développement en vue de leur exportation vers les pays industrialisés, se fait en effet systématiquement dans le cadre de grandes plantations sous la

<sup>1</sup> Consultante en politiques de développement et réalisatrice du film *Réservoirs pleins, assiettes vides* [www.reservoirs-pleins-assiettes-vides.org](http://www.reservoirs-pleins-assiettes-vides.org)

forme de monocultures intensives faisant un fort usage d'intrants chimiques, utilisant d'énormes quantités d'eau et utilisant de plus en plus souvent, s'agissant du maïs et du soja, des OGM.

La production d'agrocarburants est en fait devenue un des principaux canaux de diffusion de ceux-ci, les producteurs d'OGM, et en premier lieu la société Monsanto, ayant bien compris que leur utilisation pour des usages autres que l'alimentation humaine ne rencontrerait pas la même résistance, même si les dangers environnementaux sont exactement les mêmes. À ce jour, 71% du soja produit au Brésil est transgénique, de même que 80% du maïs produit aux USA.

Le développement des agrocarburants a conduit à de nouvelles liaisons entre multinationales de secteurs auparavant sans lien rapproché, comme la production alimentaire et la production automobile. En pratique, outre les investisseurs relevant du secteur de l'agro-industrie et de la biotechnologie, le secteur des agrocarburants attire des investissements massifs du secteur pétrolier et de l'industrie automobile.

Cargill, ADM, DuPont, Syngenta, Bunge, Louis Dreyfus, Alcogroup (une société belge) investissent tous dans les agrocarburants. Mais aussi : British Sugar, Shell, Total, British Petroleum, Société Générale, Rabo Bank, Georges Soros... Le brésilien Cosan, 4<sup>e</sup> producteur mondial de sucre et un des principaux producteurs mondiaux d'éthanol, vient d'annoncer une joint venture avec Shell.

Les ténors de l'agro-industrie mondiale contrôlent non seulement les marchés, c'est-à-dire les volumes produits et mis sur le marché ainsi que les prix. Ils contrôlent aussi les lois qui orientent les financements publics et régissent les règles de fonctionnement de ces marchés. La « main invisible du marché » est en l'occurrence de plus en plus visible, à mesure que grandissent des pouvoirs oligopolistiques. Voyons de plus près ce qui s'est passé dans le domaine des agrocarburants.

### L'Europe sous l'emprise des lobbies

Une des particularités du développement des agrocarburants est qu'il est le



résultat direct de politiques publiques. Tant en Europe qu'aux États-Unis, l'expansion de la production et de la consommation d'agrocarburant est le produit de politiques publiques qui ont pris en Europe la forme d'une imposition, en vertu des dispositions contenues dans une directive portant sur les énergies renouvelables (Directive 2009/28). Celle-ci impose en effet le remplacement de 10% des carburants d'origine fossile par de l'énergie renouvelable d'ici 2020. Or dans l'état actuel des technologies, s'agissant des transports, cette énergie renouvelable est quasiment nécessairement constituée de « biocarburants » (selon la terminologie européenne), qui en pratique sont quasiment nécessairement des agrocarburants, c'est-à-dire des carburants produits par l'agriculture. D'autres technologies (utilisation de déchets, d'hydrogène, d'air comprimé...) ne sont en effet pas au point pour une utilisation à l'échelle requise.

Que ce soit aux États-Unis ou en Europe, la politique de promotion des agrocarburants a par ailleurs été définie en très étroite concertation avec le secteur privé, et cela malgré d'évidents conflits d'intérêts.

Aux États-Unis, elle a été développée en étroite concertation avec le lobby agricole et l'industrie de raffinage. En Europe, la Commission Européenne a confié un rôle-clef à un groupe de travail présidé par un représentant de la

société Volvo et composé pour l'essentiel de représentants de multinationales du secteur automobile (Volvo, Peugeot, Volkswagen...), du secteur pétrolier (Shell, Total...), de l'agro-industrie et de la biotechnologie, ainsi que des usines de production d'agrocarburant. Le rapport déposé par ce groupe de travail a été endossé quasiment sans changement par la Commission, pour devenir un document officiel.

Un changement de taille, il est vrai : ce rapport préconisait au départ le remplacement de 25% des carburants d'origine fossile par des biocarburants. Or, comme on verra plus bas, le pourcentage actuel d'utilisation d'agrocarburants dans le monde, de loin inférieur (de l'ordre de 2-3%), a déjà fait des ravages...

Que pouvait-on attendre d'un groupe de travail composé de cette façon ? On ne s'étonnera pas qu'il n'ait guère été inspiré par des considérations sociales, par la préoccupation environnementale, par les perspectives d'impact pour les agriculteurs du Sud ou par la conscience de la nécessaire remise en cause d'un modèle économique destructeur de la planète et créateur d'inégalités...

**Monique MUNTING**

<sup>2</sup> La Commission argumente que les membres de ce groupe de travail l'étaient en vertu de leurs compétences, et non en vertu des postes qu'ils occupaient dans leurs sociétés respectives...

# Le groupe Afota : une musique engagée, des musiciens solidaires

**Nous les avons rencontrés lors d'une soirée politique. Il s'agissait de récolter des fonds pour financer les frais de procédure contre des amendes abusives exigées par l'administration contre le Front des gauches, dans le contexte de la dernière campagne électorale. Le groupe Afota était là pour donner à la réunion une touche festive, pour associer musique et dénonciation, parole chantée et parole politique. Et disons-le tout de suite, ils nous ont très rapidement conquis par l'originalité de leurs textes, l'imagination de leurs arrangements et cette fraîcheur de sincérité qui émane de leur message. De plus, apprendre que leur participation était bénévole ajoutait une touche de générosité à ces jeunes qui, sans être encartés dans un parti politique, font preuve d'une réelle disposition à l'engagement...**

**Présentation, avec Michel, le fondateur du groupe.**

**Le Drapeau Rouge.- Comment s'est formé le groupe Afota ?**

**Michel.-** Je suis à l'origine du groupe bien que, au départ, je ne sois pas musicien ; il y a cinq ans, je n'avais jamais chanté en public. À la base, je suis, depuis des années, scénariste et réalisateur pour des publicités, des séries et d'autres documentaires.

Mais l'audiovisuel est un univers où la créativité et la part de liberté artistique sont trop souvent mises à mal par les impératifs techniques, financiers et commerciaux. Le besoin de plus en plus pressant de m'exprimer librement m'a poussé vers une forme d'expression moins conditionnée. Je me suis alors lancé avec passion dans un projet de chansons à textes qui a pris rapidement une tournure pop-rock avec des influences diverses et suis parti à la recherche de musiciens venus d'horizons musicaux variés (classique, rock, lyrique) car mes goûts musicaux sont très éclectiques.

Le groupe est composé de Sandrine (chanteuse et comédienne), Alice (chanteuse,

comédienne, instrumentiste), Gauthier (guitares), Nicolas (violon électrique).

**Le DR.- Qui fait quoi, dans le groupe ?**

**Michel.-** Moi, j'apporte les textes et les mélodies ; après, mes musiciens étant bien meilleurs que moi musicalement, je me mets à leur écoute ; ils font des recherches chez eux, on en discute, on teste, puis on choisit les arrangements ensemble au moment où tout fait sens.

**Le DR.- Qu'est-ce que vous inspire la situation du monde et de la Belgique, aujourd'hui ?**

**Michel.-** La réponse se trouve dans mes textes : une envie de crier notre dégoût des injustices, de l'intolérance sous toutes ses formes, de la bêtise et

de la cupidité des décideurs qui ont fait de ce monde un endroit violent parce que déshumanisant. Un endroit en régression sociale généralisée et dont les pays riches, dits « civilisés », démontrent combien la « démocratie » dont ils se vantent est devenue une sorte de « médiocratie » fondée sur des impostures et toutes sortes de combines. Regardez les « performances » minables des Bush, Chirac, Sarkozy...

Je pense parfois que nos descendants, en pensant à nous, se diront : voilà, c'était la version 1.0 de la démocratie, on a vu les « bugs » et pourquoi elle a déraillé et est devenue une négation de la démocratie. Ils chercheront alors, espérons-le, à bâtir une version 2.0, munie de garde-fous divers... qui permettront de vivre dans une démocratie réelle, saine, où les concepts de Liberté, Égalité et Fraternité auront un sens réel. Où l'humain sera toujours avant la notion de l'argent, de la religion, du profit sans frontières.

Pour ce qui est de la Belgique, il faut commencer par dire que je ne suis pas de nationalité belge ; je suis Français et ne connais pas assez le pays pour porter des jugements, mais de ce que je vois de l'extérieur est étonnant. Je vis ici depuis un bon

moment et je n'ai jamais eu le sentiment d'être dans un pays mais dans deux.

Pourtant la Belgique semble être un des rares pays européens plutôt bien protégé socialement. Ceci est dû, à mon avis, à la situation politique surréaliste belge. Comme finalement rien n'avance et qu'il n'y a toujours pas de gouvernement, la régression généralisée dans les pays voisins ne nous arrive pas encore parce que sans gouvernement, les mesures « gouvernementales » made in FMI/UE : austé-

rité, privatisations, etc. sont plus difficiles à appliquer. Et tout semble si brouillé, si confus politiquement que la plupart des Belges que je connais ne comprennent rien à la politique et du coup ne s'y intéressent pas.

À cela s'ajoutent les projets de scission souhaités par les nationalistes flamands, en

particulier dans le domaine des acquis sociaux. Projets qui reflètent une mentalité égoïste, hélas largement répandue.

Je prends par exemple, ce que je connais bien, le domaine culturel : cinéma, littérature, radio, TV... tout est séparé. Les Wallons connaissent très peu et s'intéressent très peu à la culture flamande et vice-versa. On a l'impression d'être dans deux pays éloignés par des milliers de kilomètres. Par moments tout semble si artificiel que je crois que si l'UE et l'OTAN ne s'étaient pas installées à Bruxelles, je ne suis pas sûr que ce pays existerait encore.

**Le DR.- Quels sont vos prochains projets ?**

**Michel.-** On termine notre deuxième album, cela fait plus de deux ans qu'on travaille dessus car on veut donner le meilleur de nous-mêmes, on répète, on fait beaucoup de choses, on réfléchit, on veut un album riche et cohérent, qui soit pour nous quelque chose dont nous pourrions être fiers. Nous espérons qu'il sortira début novembre. En attendant nous saluons les lecteurs du DR et leur donnons rendez-vous sur notre site : <http://www.myspace.com/afota> (0486 464223)



## Sommaire

### L'INVITÉ DU MOIS

Paul Lootens et Alain Clauwaert  
pp. 2-3

### BELGIQUE SOCIALE

Des «Sans»  
Claudine Pôlet  
p. 4

Soldes  
Emil Verschueren  
p. 4

### OPINION

BHV  
Yves Pierseaux  
p. 5

### VINGT ANS APRÈS

Dix idées reçues sur la fin de l'URSS  
Jean-Marie Chauvier  
pp. 7-8

### 90<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

Naissance du PC  
Claude Renard  
p. 9

### GALERIE

pp. 10-11

### ENTRETIEN

Parcours contrasté du communisme  
en Belgique  
Louis Van Geyt  
p. 12



## Où trouver le DR ?

**Arlon** : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand** : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Librairie Le Soir-Press Shop, 22, rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège** : Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

**Bruxelles** : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Adresse : 4, rue Rouppe  
1000 Bruxelles

tél. : 0477 202 953  
02 537 66 81

Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €  
à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 €  
Abonnement de grand soutien: 50 €  
Chômeurs, étudiants: 8 €  
Banque ING: 310-1877676-36

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !